



Retranscription du débat mini On/Off

« **Affaires, entre-soi, violence : dégager l'horizon !** »

Marseille-Villa Méditerranée / 15 octobre

Intervenants :

Yamina Benchenni : militante associative, porte-parole du collectif marseillais du 1^{er} juin qui porte la voix des quartiers populaires.

Philippe de Fontaine Vive, vice-président de la Banque Européenne d'Investissement, fondateur du réseau d'entreprises Massilia Mundi.

Fatima Orsatelli, conseillère régionale, déléguée à la politique de la ville

Michel Peraldi, anthropologue, auteur de *Gouverner Marseille* avec Michel Samson (La Découverte, 2006).

Animateur : **Philippe Lemoine**, président du Forum d'Action Modernités

Philippe Lemoine : Bonsoir ! Bienvenue à ce débat « Affaires, entre-soi, violence : dégager l'horizon ! ». Un débat organisé par le Forum d'Action Modernités.

Nous avons pour habitude d'organiser des débats au Théâtre du Rond-Point à Paris, et c'est une des premières fois que nous en faisons un en dehors de Paris, donc merci d'être avec nous ce soir.

Philippe Lemoine invite les 4 intervenants à se présenter

Michel Peraldi : Je suis sociologue, anthropologue ; j'ai travaillé quelques années sur Marseille et écrit quelques livres sur cette ville dont *Gouverner à Marseille* avec Michel Samson.

Fatima Orsatelli : Conseillère régionale, déléguée à la politique de la ville, apparentée PS, depuis longtemps engagée dans la société civile et contre le système clientélisme ; c'est pour cela que je suis là ce soir.

Yamina Benchenni : Travailleuse sociale, éducatrice spécialisée qui a travaillé très jeune durant des années dans les quartiers nord de Marseille.

Aujourd'hui, nous sommes le 15 octobre, journée de la Marche pour l'égalité et contre le racisme (1983) qui est partie justement de Marseille à l'appel de Toumi Djaïdja pour dénoncer les crimes racistes et réclamer l'égalité des droits.

J'avais gardé des liens forts avec les familles avec lesquelles j'avais travaillé et j'ai mis en place avec 56 d'entre-elles un diagnostic de territoire sur la question de la consommation, d'addiction de l'économie parallèle. Cela s'est concrétisé par la marche du 1^{er} juin : nous avons déposé 23 propositions. On n'est pas dans une lamentation redondante depuis des années mais on se veut une force de propositions face au chaos politique actuel. Nous sommes là pour apporter des réponses concrètes à des familles qui sont en attente. Ces 23 propositions sont en cours d'étude par l'ensemble des ministères.

Philippe de Fontaine Vive : Je dirige avec huit autres collègues à Luxembourg, la banque publique, la Banque européenne d'investissement, mais je cherche aussi en tant que Marseillais à redonner un nouveau souffle à cette ville : avec des chefs d'entreprise de Marseille, nous avons décidé d'essayer de tisser la diaspora des Marseillais qui n'ont pas la chance de vivre à Marseille. Nous avons donc créé une association, Massilia Mundi, qui par internet, essaye de faire dialoguer avec les Marseillais, de faire rayonner Marseille et de donner des motifs de renouveau, qui est l'objectif même de cette association, c'est-à-dire donner une vision positive de Marseille.

Introduction de Philippe Lemoine

Une des fonctions du Forum d'Action Modernités est d'animer des débats. Nous avons ouvert en mars un cycle de débats sur le thème : « Dégager l'horizon ! ». On estime que si l'on veut avoir des perspectives il faut commencer par dégager l'horizon, faire le ménage. On a fait un premier débat à Paris sur « Dégage ! » – inspiré de la force du mot tel qu'il était employé pendant les révolutions arabes. Nous avons invité notamment à ce débat les héritiers des surréalistes ou situationnistes belges qui ont pondu un « Manifeste du dégagisme » : dans la période actuelle, il est aussi important de dégager, au sens de faire le vide, que de faire la révolution avec des projets.

Le deuxième débat à partir du verbe « Libère » s'intitulait « Mon village à l'heure du front » et posait la question de la progression du Front national dans les communes urbaines – à 50 km des grandes métropoles de plus de 200.000 habitants – notamment en pointant la responsabilité d'une classe politique qui a par sa vision laissé pour compte les classes populaires.

Le troisième temps de réflexion de ce cycle de débats était sur le verbe « Respire ». Une évidence s'est imposée : il faut organiser ce débat à Marseille. Pourquoi à Marseille ? Un imaginaire, Marseille respire, le mistral, le grand large, le ciel bleu... idéal pour dégager l'horizon. Une dimension de l'histoire : Marseille dans l'histoire de la France est une des toutes premières cités d'urbanisation depuis les Grecs qui a mélangé des populations très différentes, donc une richesse formidable qui peut donner une autre signification à ce qu'est la France. Marseille a aussi été désignée capitale culturelle ; or dans nos débats, nous mêlons à chaque fois une trame intellectuelle structurée et des interventions artistiques : il est important que les artistes participent à l'ouverture des débats, mettent de l'oxygène, de l'air...

Par ailleurs, nous sommes très liés à la Fing – dont je suis également le président – qui organisait une conférence sur 2 jours de prospective technologique autour de « Produire autrement - Occupy industry ! ». Donc on s'est dit que nous allions faire quelque chose, ici à la Villa Méditerranée, ce lieu magnifique, sur produire autrement le bien commun.

Quand nous avons commencé à creuser le sujet, nous nous attendions à certains problèmes : chômage très élevé à Marseille, un historique compliqué du point de vue de la gouvernance, la présence du grand banditisme à une époque, la période dans les années 60 de la *French Connection*, les liens avec la classe politique, une intégration qui parfois a paru poser des problèmes... bref des problèmes nombreux. Mais en plus, pendant la préparation de ce débat, on a vu une flambée de violence et surtout des réactions médiatiques à cette violence. Quel est le nombre exact de morts depuis le début de l'année ? 16 ? 17 ? 19 ?

Impressionnant ! Certaines personnes nous disent que ce n'est pas si impressionnant que ça, Marseille a connu pire certaines années. Ce qui impressionne c'est que ce sont des gens très

jeunes et que les règlements de compte se font à la kalachnikov. On comprend une certaine émotivité autour du sujet, car même si les victimes ont participé à des trafics de drogue, ce n'est pas évident de mourir si jeune, ni de se dire qu'il peut y avoir du trafic d'armes de guerre à 600 € quelque part dans la ville. Face à tous ces problèmes, nous nous sommes posés la question de notre légitimité, nous équipe parisienne, alors que d'autres personnes seraient beaucoup plus compétentes pour situer un tel débat. Nous avons répondu oui, il faut faire ce débat. Pour deux grandes raisons : la première raison est que lorsque nous avons commencé à rencontrer des personnes pour préparer ce débat, nous avons pris pleinement conscience de leur engagement, de leur volonté de faire sortir Marseille de l'ornière, et nous pouvions jouer aussi un rôle : celui de décroiser, de rapprocher les différents acteurs. Vous êtes plusieurs à vous connaître à cette tribune mais pas tous... quand on est dans la sphère politique, quand on est sociologue, ou dans le milieu associatif ou encore celui de l'entreprise, on est dans des univers relativement cloisonnés, et j'espère que le débat montrera tout l'intérêt de construire des liens entre les uns et les autres. Par ailleurs, par rapport au fond de notre préoccupation sur ce « dégager l'horizon », on n'est pas dans une période où on serait face à un simple problème de modernisation, dans lequel il faudrait se libérer de vieux concepts, de vieilles idées, mais on est dans une période de métamorphose comme le dit Edgar Morin, le président d'honneur du Forum d'Action Modernités. Ce qui nous bouche l'horizon, ce sont les idées fausses que nous projetons nous-mêmes sur l'avenir. C'est un peu comme lorsqu'on conduit dans le brouillard, on a le réflexe, parce qu'on ne voit pas bien, de se mettre plein phares, et c'est au moment où on se met plein phares qu'on crée le mur et qu'on ne voit plus vraiment devant. Or dans les années 80, on a produit un certain nombre d'idées qui ne sont plus tout à fait exactes aujourd'hui et elles sont très importantes pour le débat d'aujourd'hui car Marseille a souvent été en pôle position. Dans les années 80, le triptyque était : décentralisation, cosmopolitisme, actions culturelles.

Décentralisation : Marseille était au centre avec les lois Defferre. Est-ce qu'aujourd'hui avec les problèmes de la dépense publique en France, cette décentralisation qu'on a constitutionnalisée, s'est-on donné tous les moyens pour le faire ? Est-ce que dans le comportement même des élus auxquels on a donné à des niveaux plus bas des moyens de distribuer de l'argent, s'est-on donné tous les moyens de prémunir les risques de clientélisme ?

Cosmopolitisme : le hasard fait que nous sommes pile 30 ans après la Marche de l'égalité, la marche dite des beurs. Il y a eu ensuite des périodes fantastiques : la coupe du monde de football, la France Black-Blancs-Beurs... mais on n'est plus exactement là-dedans. Peut-on raisonner encore de cette façon surtout avec un taux de chômage aussi élevé chez les jeunes ? C'est aussi un thème qui doit être creusé.

Politique culturelle : Marseille a misé à fond sur le développement de la culture, elle a des équipements culturels formidables. Cette année est une sorte de consécration par rapport à un coup d'accélérateur donné depuis la municipalité Vigouroux. La culture, un dérivatif à la violence ? On n'y est pas vraiment. La culture, le soubassement à une nouvelle économie et une forme de développement ? Là encore on n'y est pas vraiment.

Ces 3 questions – décentralisation, cosmopolitisme et politique culturelle – méritent d'être creusées ; elles font écho aux 3 termes du titre « Affaires, entre-soi, violence : dégager l'horizon ! » et vont rythmer le débat de ce soir. Mais auparavant, il nous faut faire un point sur l'état de santé de la ville : Marseille, à la bien ?

1- A la bien l'horizon ?

A la bien, le message enregistré¹ de Soprano

Fatima Orsatelli : Comment peut-on dire que tout va bien à Marseille ?!! Ne serait-ce qu'avec l'expérience qu'on vient de vivre ce dimanche avec le premier tour des primaires socialistes. Comment peut-on dire que tout bien à Marseille en tant qu'acteur social, acteur politique, personnalité engagée, acteur économique ? On fuit Marseille quand on voit ça. On se dit que ça va être pire qu'avant. On a vu une dégradation de la démocratie qui s'est affichée d'une manière éhontée, cautionnée par des appareils politiques – et je mets tout le monde dans le même panier car chacun a sa part de responsabilité. Marseille, le pouvoir, est un gâteau qu'on se partage au détriment des enjeux. Les difficultés que connaît Marseille, la violence ne sont pas des faits nouveaux. En tant qu'acteur social et primo arrivante en politique depuis 2 ans je peux en parler. Marseille a été abandonnée politiquement, sciemment et volontairement. On maintient des populations sous perfusion ; on s'en sert, comme ce dimanche, pour faire du ravitaillement des urnes. Quoi d'étonnant à ce que des systèmes parallèles s'installent à Marseille ? Il faut bien que les gens vivent, s'organisent... dans la violence, certes, mais il faut qu'ils vivent ! Est-ce qu'un élu politique peut parler aujourd'hui d'une famille qui vit avec le RSA, des familles qui vivent à 8 ou 10 dans des appartements T2, T3 ? Le politique est déconnecté de la réalité. La seule connexion est pendant les périodes électorales quand on va à la pêche ! Non, je ne pourrai pas affirmer que tout va bien à Marseille.

Philippe Lemoine : *La montée du Front national est-elle à relier avec le diagnostic que vous posez ?*

Fatima Orsatelli. : Bien sûr ! Les pratiques politiques que l'on vit au quotidien relayées par les médias, les mises en examen, qui sont presque des faits divers hebdomadaires, ce type de comportements fait monter l'extrême droite. L'élu oublie le projet politique sur lequel il s'est fait élire ; il est au service d'un appareil politique quand il y a de la politique, mais sur Marseille ce sont des systèmes, il ne faut pas l'oublier !

Philippe Lemoine : *Vous occupez la position de responsabilité qu'avait Sylvie Andrieux², comment s'est passée la transition ?*

Fatima Orsatelli : Comme bizutage, c'était une bonne entrée en matière ! On a mis en place une nouvelle organisation, on a travaillé sur le cadre d'intervention régionale, on a fait évoluer le règlement financier, on se bagarre avec ses collègues car lorsqu'on véhicule ces pratiques « saines », on est pris pour un OVNI, on n'est pas compris. Ces gens ont oublié la loi. La loi est la base de toute démocratie.

¹ En ligne sur le site du Forum d'Action Modernités : www.forum-modernites.org

² Sylvie Andrieux, députée socialiste des quartiers Nord de Marseille, condamnée en première instance pour détournement de fonds publics (jugement en mai 2013) à 1 an ferme de prison, 100.000 € d'amendes, 5 années d'inéligibilité. Ces peines sanctionnent les détournements de fonds publics à des fins clientélistes commis au préjudice du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur entre 2005 et 2008 alors que M^{me} Andrieux était vice-présidente déléguée à la politique de la ville.

Philippe Lemoine : *Ces pratiques sont-elles spécifiques à Marseille ?*

Fatima Orsatelli : Ces pratiques existent peut-être ailleurs mais ailleurs il y a des projets politiques donc on peut plus ou moins tolérer certains faits. Le problème aujourd'hui c'est qu'on manque de vision et de projection politique sur Marseille. Aujourd'hui « dégager l'horizon », la thématique de ce débat, qui est capable de donner une vision sur les 30 années à venir ? Qu'est-ce qu'on parle ? 2014 ! Je pense que nos concitoyens attendent autre chose, un peu de hauteur, une certaine vision de Marseille, sur le bassin méditerranéen, sur les enjeux de demain. Quand on voit les révolutions ailleurs et ce qui se passe ici, on a l'impression d'avoir fait marche arrière.

Le diagnostic de Michel Peraldi

« On est entré dans une période de vibration du système »

Michel Peraldi : Je pense qu'effectivement il n'y a pas de projets d'avenir pour Marseille, mais bien malin aujourd'hui qui peut imaginer un avenir à cette ville ! Marseille est dans un trou noir économique depuis quasiment la fin de la guerre.

Le système politique marseillais est une force inerte. Trois maires en 50 ans à Marseille, et qui se ressemblent tous comme des gouttes d'eau : Godin a été formé chez Defferre, de même que Vigouroux. Ce sont des clones. Cette « équipe » politique a bien servi toutes ces années les classes dominantes de Marseille. Qui domine Marseille aujourd'hui ? C'est une petite bourgeoisie ou classe moyenne qui est une classe moyenne de propriétaires. Quand on compare Marseille à toutes les autres villes de France, ce qui est frappant à Marseille c'est le très fort taux de propriétaires : 1/3 de plus quasiment de propriétaires à Marseille qu'à Lyon ou à Paris. Les indicateurs de pauvreté et de fragilité sont bien là aussi (fort taux des ménages qui touchent le RSA, nombre élevé de ménages monoparentaux, etc.) mais Marseille a cette spécificité d'être une ville de propriétaires. Globalement ce système politique inerte a favorisé les intérêts de cette classe moyenne.

Je pense que les choses sont en train de changer. Cet énorme appareil, inerte, froid, qu'est le système politique marseillais est en train de vibrer. Il ne vibre pas, contrairement à ce que dit la presse, à cause des nouvelles têtes – qui sortent du même sérail –, il vibre précisément parce que l'on accumule les affaires et les mises en examen – ce qui est nouveau.

Le système est en train de vibrer car depuis une dizaine d'années apparaissent à Marseille de nouvelles catégories sociales, de nouvelles classes moyennes, des classes « créatives » qui ne se satisfont pas de ce système en place, et essayent malgré les difficultés pour le pénétrer de le craquer.

Je pense que l'on va vivre une période de chaos. Un système inerte qui se met à vibrer ce n'est pas positif : cela va produire des effets négatifs, des bagarres, des conflits, des rapports de force violents qui vont s'inverser.

Yamina Benchenni à propos des classes moyennes

Nous, on aimerait bien les garder les classes moyennes dans les quartiers nord. La création de zones franches a attiré une classe moyenne et le monde de l'entreprise. Mais le bilan 2013 fait apparaître que si le monde de l'entreprise a créé de la croissance et de la richesse dans ces zones franches, c'est sans répercussion directe sur les emplois, encore moins sur les formations professionnelles avec l'école de l'égalité deuxième chance.

La classe moyenne existe dans les quartiers mais elle ne vit pas avec les gens des quartiers. Des familles propriétaires d'un appartement à 250.000 € / 300.000 € dans ces zones franches mettent leurs enfants dans des écoles hors nord, même chose pour les loisirs. La première violence c'est donc cette forme de ghettoïsation au niveau du territoire. Ce n'est plus possible de continuer à vivre dans un périmètre limité où toute transformation n'est pas possible, où toute confrontation du vivre ensemble n'est pas possible. Cette classe moyenne est intéressée sur la question des acquis de la propriété, elle se protège par un système de sécurité dont la mairie de secteur entend bien parce que ceux sont des gens qui votent par rapport à ceux qui crient qu'ils sont capables de pas voter après. On a donc une population de citoyens, ceux qu'il vaut mieux entendre parce qu'ils pèsent sur le territoire et s'ils s'en vont ce sera vraiment le chaos

Le *chaos-ghetto*, aucune perspective pour sortir de ce chaos et le ghetto, c'est l'enfermement du soi-même : le semblable est dans l'organisation clientéliste mais il est aussi dans notre propre organisation. On continue à s'enfermer parce qu'on n'a pas d'alternative pour s'en sortir. C'est les familles qui le disent, qui le vivent, qui le constatent : on est entre-soi, pas parce qu'on a voulu être entre-soi, mais parce qu'on nous a laissé depuis des années dans l'entre-soi.

Commentaires de Philippe de Fontaine Vive

On a manqué la croissance économique des années 60, 70. La crise pétrolière a fait que le projet de Fos n'a pas été ce que l'Etat avait espéré à l'époque et le système s'est stérilisé. Le foncier, l'immobilier, s'est renchéri ; le TGV a valorisé considérablement les maisons et appartements sans rien faire. Donc, le système des rentes publiques qui était déjà le problème de Marseille des années 60, 70 n'a fait que s'accroître depuis. Il y a une sorte d'accord de fait entre les politiques locales toutes tendances confondues et le système de solidarité, qui est indispensable, pour que rien ne change. Les révolutions majeures qui ont eu lieu pendant la période de croissance des années 60, 70 dans des villes comme Lille, Lyon, Bordeaux, Montpellier commencent juste à se sentir à Marseille. Les deux acteurs majeurs : 1/ L'Etat aide Marseille plus qu'aucune autre ville de France : Marseille a bénéficié depuis la fin des années 80 d'1,5 milliards d'euros investis pour créer ce quartier nouveau en bord de mer, la friche de la Belle de Mai, pour ouvrir la mer aux Marseillais, etc. L'Etat a essayé de redynamiser Marseille. Il y a aussi une volonté de l'Etat de mettre fin à des comportements locaux.

2/ Le deuxième acteur qui s'est réveillé, acteur principal de Marseille, c'est le monde économique. Marseille n'est pas une ville qui a été créée par l'Etat français, Marseille n'était pas une ville dominée par le secteur public jusqu'à la Seconde Guerre mondiale : Marseille est une ville commerçante, industrielle, travailleuse, sérieuse, vertueuse – contrairement à ce qu'on pense (les Romains venaient ici prendre des leçons de vertus). Et c'était la Chambre de Commerce qui désignait à l'époque les maires. Cet équilibre a été rompu avec la Seconde Guerre mondiale, tout s'est stérilisé. Aujourd'hui Marseille est la ville de France où l'emploi public est le plus prégnant. Or ce n'est pas là où l'on crée de la valeur à répartir. Tous ces problèmes sont des problèmes de répartition. Le problème de Marseille est de créer plus de valeur pour que les gens aillent mieux. Et pour cela il faut attirer les entreprises. Et c'est là aussi que le levier culturel est majeur car c'est lui, à l'initiative des chefs d'entreprises, qui a fait venir les gens créatifs.

2- Décentralisation et architecture territoriale de la France

Projet Marseille métropole : Interview vidéo³ de Marylise Lebranchu, ministre de la Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fonction publique.

Michel Peraldi : Marylise Lebranchu dit : « La question de la métropole est une question qui concerne la société civile. », je dirai que c'est une question sociologique. Rappelons que le dispositif métropolitain s'est fait en France entre les années 68-70, et il s'est fait volontairement – c'est l'Etat technocratique qui l'a imposé à des élus qui n'en voulaient pas. Pourquoi cela ne s'est pas fait à Marseille ? La métropole sociologiquement naturelle à Marseille c'est le triangle qui va d'Aix à Aubagne à Fosse et qui inclut Marseille. L'espace dans lequel nous vivons aujourd'hui c'est cet ensemble-là. Pourquoi l'Etat ne l'a pas imposé ? Il ne l'a pas imposé car qui était dominant dans cette zone dans les années 70, c'était le parti communiste et on ne voulait pas donner au parti communiste un cadeau aussi beau qu'une métropole à l'intérieur de laquelle il allait être dominant. Et ça c'est l'Etat et Defferre qui n'en n'ont pas voulu. On a essayé ensuite que les élus et les notables fassent leur propre métropole. Marseille est pleine de pseudos métropoles sauf que celle qui devrait exister n'existe pas.

Pourquoi la métropole est-elle un avenir pour Marseille ?

Une des manières de régler le problème économique de Marseille serait une troisième révolution industrielle... sauf qu'elle est loin.

En attendant, le meilleur moyen est la répartition des solidarités à l'intérieur d'un territoire. Ce n'est pas une question de charité mais de solidarité. Les Aixois qui viennent se faire soigner leur cancer à Marseille ou les étudiants aixois qui habitent à Marseille parce que les loyers sont moins chers... Il faut reconstituer un territoire de solidarités.

Réaction de Philippe de Fontaine Vive

La troisième révolution industrielle est juste devant nous. Quand Stéphane Richard, le patron d'Orange – Marseillais bien qu'il ne le revendique pas et adhérent de Massilia Mundi – annonce que Marseille sera une des premières villes de France équipées en 4G cela peut inciter des gens à venir s'installer à Marseille.

Sur la métropole, c'est une idée qui a été lancée par les chefs d'entreprises : le club Top 20 des entrepreneurs de la région a recruté à ses frais, il y a 4 ans, deux ingénieurs d'Etat pour réfléchir comment créer de la richesse. Aucun des élus n'étaient favorable alors à cette idée de métropole, il a fallu que le nouveau gouvernement porte cette idée pour que certains redeviennent favorables mais évidemment ils veulent garder leur mandat tant qu'ils le peuvent.

Philippe Lemoine : *Est-ce qu'une classe politique ne doit pas fonctionner autour de projets et non de défense de systèmes acquis ?*

Michel Peraldi : Marseille est dominée par l'abstention – ce qu'on appelait en 1840 un système censitaire : 25 % seulement de la population votait, les propriétaires, parce que eux seuls avaient le droit de voter. On est exactement aujourd'hui à Marseille dans un système

³ En ligne sur le site du Forum d'Action Modernités : www.forum-modernités.org

censitaire : certains élus ont été élus avec 82 % d'abstention. Les hommes politiques à Marseille sont donc élus avec de tout petit nombre de voix et d'écart. Des hommes politiques sont élus avec 300 voix... 300 personnes à qui on peut distribuer 50 €, des casquettes, etc.

Mettre en place un dispositif métropolitain signifie une mise à plat de toute la carte électorale et de la distribution des ressources à l'intérieur de la zone, et à mon avis, personne n'en veut.

Fatima Orsatelli : Quel accueil a reçu Marylise Lebranchu lorsqu'elle est venue avec le projet de métropole en discussion ? Une offensive orchestrée politiquement de façon magistrale pour ne pas dire militaire. Un refus de fait. Parce qu'il s'agit de redistribution, comme le dit Michel (Peraldi), de redistribution de pouvoir. Aujourd'hui on remet en cause un système qui marche qu'on le veuille ou non, et tant qu'on n'aura pas fait le ménage dans les appareils politiques on va reproduire avec des clones qui sont des clones du système. Les appareils politiques ont leur responsabilité première qui est le nettoyage. Aujourd'hui, le président PS du conseil général⁴ est mis en examen cinq fois, notamment pour associations de malfaiteurs; on attend que la justice fasse son travail. Qu'est-ce que l'appareil politique du parti socialiste attend ? Et c'est une femme engagée de gauche qui pose la question ! On ne peut pas continuer à fermer les yeux. En cautionnant ça, on va vers le chaos, on va vers une mise en scène qui se profile pour dimanche prochain⁵, on vit une véritable pièce de théâtre. On entend « la mixité marche, la preuve on a une élue des quartiers nord qui sort de l'ombre, c'est un exemple... ». Pour moi, c'est le contre exemple. Par rapport au travail des associations qui se battent au quotidien avec des cacahuètes car quand le politique n'a pas de contrôle sur les associations, soit il les tue, soit il lui crée des problèmes. La seule chance pour Marseille c'est ce projet de métropole, encore faut-il avoir le courage d'avoir une vision sur le projet car si le cadre technique y est, le contenu, lui, n'y est pas.

⁴ Jean-Noël Guérini, président PS du Conseil général

⁵ 2^e tour des primaires socialistes pour les municipales entre Patrick Mennucci et Samia Ghali. Patrick Mennucci l'emportera avec 60% des voix.

3- Cosmopolitisme et diversité

Philippe Lemoine : 30 % de la population à Marseille est issue de l'immigration. Est-ce une force ? Peut-on parler réellement de "mélange" ? Cette diversité combinée au clientélisme n'a-t-elle pas produit un système très vertical ?

Yamina Benchenni : Marseille est un port qui a accueilli une force de travail, des hommes, des femmes puis leurs enfants mais cela n'a pas été pensé dans la durée. Cela renvoie à l'histoire des enfants issus de l'immigration : on ne se pensait pas une force de travail mais comme des êtres humains à part entière, voire des citoyens par la suite. Tout cela a été mis de côté, non pas par manque de travail ou absence de réflexion intellectuelle, mais tout simplement quand on met des gens en marge, ils restent dans cette marge-là. Pouvoir rentrer dans cette marge et penser avec ces gens-là permet déjà de penser ensemble. Ce n'est donc pas lié à des politiques qui ont oublié, qui n'ont pas pensé.

La question du partage des responsabilités

Nous, associations militantes, nous payons très cher cette responsabilité, notre engagement... tous les jours... sur l'emploi, sur le logement, sur la famille ; on est condamné par filiation au niveau du nom. Ceux qui se sont bien gavés dedans progressent, ils prennent leurs responsabilités, moi j'assume la mienne de l'engagement, de dénoncer les choses. Ce n'est pas évident : on paye les effets de cette dénonciation. Mais c'est un choix que l'on fait.

La question du logement

J'ai vécu dans une cité de transit, Terre rouge, où il y avait trop d'immigrés qu'on a placés dans 3 cités à Marseille : La Paternelle, La Cayolle et Bassens où vivent 90 % d'Arabes et 10 % de gitans. Quand on vit qu'entre Arabes et gitans, la société française il faut la découvrir tous les jours. On la découvre à l'école, dans les manuels scolaires...

Les mouvements sociaux qui accompagnent la transformation, la révolution industrielle, pourquoi pas une révolution sociale – cela s'est déjà produit – c'est une continuité permanente de la révolution sociale. La question du logement c'est l'assignation à la place. Et quand on prend conscience que cette place ne doit pas bouger voire disparaître, devenir invisible. Nous sommes des enfants nés en France et il faudrait qu'on reparte au pays qu'on n'a jamais connu. Quand on vit pendant des années en pensant à ça et qu'on analyse les choses « Je vis en France, je parle français, je pense français, je veux rêver français »... Or c'est quoi rêver français c'est redonner une place qui n'a jamais été acquise et qui ne peut l'être que par le combat. En instaurant le droit du sol en 1962, Mitterand a permis aux enfants nés à partir de 1963 sur le territoire français de parents étrangers d'obtenir la nationalité française. Les autres ne le sont pas ; ils ont dû ramer pour devenir français. Je dis aussi qu'aujourd'hui pour devenir français, il faut participer à la croissance économique, payer les impôts, avoir un salaire, c'est-à-dire que le statut d'immigré et la force de travail non productive c'est la négation du statut de citoyen français. C'est ce qui est inscrit actuellement dans le code civil. On ne peut pas être français si on vit du RSA. J'ai des copines qui ont des cartes de séjour et qui pour x raisons n'ont pas pu accéder à la nationalité française et à qui on renvoie leur dossier avec : « Vous ne contribuez pas à l'effort national. », « Vous vivez de substituts de l'Etat. » On va attendre la croissance pour que ces pauvres femmes puissent travailler pour devenir françaises pour pouvoir voter.

Philippe Lemoine : *La question des transports publics dans les quartiers populaires est assez éloquente. Tu m'avais donné un exemple qui m'a frappé...*

J'ai vécu, comme je l'ai déjà dit, dans une cité de transit, Terre rouge, une cité provisoire – qui a duré 20 ans ! A l'époque, il devait y avoir une ou deux voitures par immeuble. Lorsqu'il y avait des problèmes de santé, c'était les propriétaires des voitures qui conduisaient les personnes à l'hôpital ; les pompiers ne se déplaçaient pas. Pour aller à l'école, le premier arrêt de bus était à 4 km de là où j'habitais. D'où notre surnom « les gens de la terre rouge » à cause de nos pieds rougis par la marche. On vivait dans une cité mais personne n'a pensé qu'on pouvait se déplacer : on travaille, on rentre et on sort plus... on ne « descend » pas au centre ville. On est loin de la ville parce qu'on est en marge, et quand on est en marge tout est loin.

Une des 23 propositions du collectif du 1^{er} juin est relative à l'organisation des transports publics. Aujourd'hui, il y a seulement 3 arrêts de bus qui desservent les quartiers nord.

Philippe Lemoine : C'est un peu les deux faces de la même médaille : les politiques ne doivent pas être uniquement des personnes qui ont une clientèle mais elles doivent avoir un projet ; les habitants sont des personnes qui ont des droits – le principe de la démocratie – et ne doivent pas faire allégeance pour obtenir un logement, un travail, etc.

Sur le cosmopolitisme

Michel Peraldi : Le cosmopolitisme à Marseille est un mythe, une légende. Marseille n'est pas une ville cosmopolite. Une ville cosmopolite, c'est une ville où non seulement il y a des étrangers qui n'ont pas la nationalité, mais c'est aussi une ville où il y a du brassage, du mouvement... Il n'y a plus d'étrangers à Marseille.

La première ville cosmopolite c'est Paris : 72 nationalités contre 44 à Marseille ; Londres, 120 nationalités ! Toulouse a plus d'étrangers que Marseille car les étrangers viennent pour travailler et du travail il n'y en a pas à Marseille.

Le cosmopolitisme est une idée qui plaît bien à la classe créative, culturelle... le cosmopolitisme c'est sympa, la mixité, le mélange, le brassage. Marseille, ville de brassage ? Les Italiens sont arrivés au milieu du 19^e siècle et il n'y a pas un seul bon restaurant italien dans cette ville ! Faisons de la sociologie électorale : combien de ces Italiens votent Front national aujourd'hui ? Combien des Arméniens votent Front national aujourd'hui ?

On a cru que le cosmopolitisme pouvait être une manière de ré-enchanter toutes ces différences dont on parle. On s'est fait « couillonné » parce que précisément on en vient à considérer comme étrangers des gens qui ne le sont pas. Nous sommes des marginaux, des exclus mais pas des étrangers. La ville n'attire plus d'immigrés car elle n'offre pas d'emplois. Le cosmopolitisme est une sorte de légende qui est venue perpétuer le statut d'étranger de gens qui ne le sont plus depuis longtemps. Arrêtons de dire que Marseille est une ville cosmopolite. On peut dire qu'on a envie que Marseille redevienne une ville cosmopolite auquel cas il faut ouvrir les visas, en donner à beaucoup plus de gens que ce qu'on en donne aujourd'hui, que beaucoup de gens viennent à Marseille, circulent...

Philippe de Fontaine Vive : Vous avez dit : « Il faut retrouver la légende de Marseille, elle doit redevenir cosmopolite. » Pour cela, il faut un projet mobilisateur, qui crée de l'emploi. Devenir cosmopolite est un vrai objectif. Qui est-ce qui a créé le plus d'emplois qualifiés

récemment à Marseille ? C'est un immigré : Jacques Saadé⁶. Il est venu pour des raisons spécifiques, on est honoré de sa venue, on lui a donné ultérieurement la nationalité française... bel exemple d'intégration totalement réussie ! Si Marseille veut redevenir locomotive, deuxième ville de France, il faut arrêter de faire passer l'immigration comme l'excuse du petit blanc qui n'arrive plus à... et donc on lui fournit le Ku klux klan local pour justifier le fait qu'il reste fier de lui-même et qu'il ne se passe rien. En réalité, ce dont on a besoin c'est de retrouver Marseille de l'avant Seconde Guerre mondiale où il y avait une proportion d'immigrés beaucoup plus importante, où le port était vivant – premier port d'Europe à cette époque, où il y avait des industriels, des gens qui venaient de partout, où on allait chercher le maire en dehors de Marseille, Gaston Defferre, par exemple. Les grands industriels qui ont changé Marseille, qui ont créé la ligne de chemin de fer à Marseille, qui ont créé le quartier du Roucas Blanc, sont des gens qui sont venus pour valoriser la ville. C'est ça à l'horizon de la Méditerranée qu'il faut retrouver car le jour où l'Algérie se réveillera, il vaut mieux que Marseille soit en capacité de l'accueillir, de l'accompagner dans un nouveau développement puisque le Maroc, la Tunisie se développent. Il faut que Marseille soit la tête de pont, comme le dit Marylise Lebranchu. On y arrivera qu'avec des entreprises très efficaces, qui osent faire débarquer leurs marchandises dans le port de Marseille et non pas à Sète ou ailleurs parce qu'ils ont peur des syndicats locaux qui verrouillent tout. L'ouverture de Marseille ne tient pas seulement à la question des élus locaux et de leur conservatisme, il y a aussi une tradition syndicale qui bloque absolument le bon fonctionnement de l'économie. Les chefs d'entreprises qui viennent d'ailleurs ou d'ici amènent un peu de dynamisme, ils créeront des emplois et du coup les poches de pauvreté se résoudront. C'est ça le projet pour Marseille !

⁶ Jacques Saadé est un homme d'affaires franco-libanais, le fondateur et le président actuel de la CMA CGM, la troisième compagnie de fret maritime du monde.

4- Culture et incivilité

Composante de la nouvelle donne, le rôle nouveau de la culture : interview vidéo⁷ de Christian Poitevin, adjoint délégué à la culture de Robert Vigouroux de février 1989 à février 1995.

Philippe de Fontaine Vive : La culture c'est le déclic qui peut changer le regard sur Marseille, pas seulement des autres mais des Marseillais eux-mêmes sur leur ville. C'est extraordinaire de voir en un an combien le regard des autres a évolué avec des projets remarquables qui vont de la création d'expositions comme Lift Expérience ou le Mur de la tentation présentées ici à la Villa Méditerranée aux succès populaires autour du vieux port avec Transhumances. Le résultat est assez inattendu car Marseille, capitale européenne de la culture, on ne s'attendait pas à un tel succès populaire. Le Luxembourg, par exemple, a été capitale de la culture et je ne pense pas que le regard est changé sur cette ville : on y trouve de beaux musées mais la société n'a pas changé. Ce n'est pas l'impression que j'ai lorsque je croise des gens à Paris, au Luxembourg ou ailleurs qui sont intéressés et qui ont envie de revenir à Marseille.

Quelle est la ville capitale européenne de la culture qui a mis à la tête de la candidature le président⁸ de la Chambre de Commerce ? C'est parce qu'il y a eu dans toutes les originalités de Marseille l'idée que les chefs d'entreprises accueilleraient en résidence des créateurs. Au-delà de la dynamique publique, les chefs d'entreprises se sont mobilisés – ils ont assuré une part conséquente du financement – car ils y voyaient un retour extraordinaire pour attirer des gens de qualité qui vont fournir le Marseille de demain. C'est en train de se produire. Ce déclic-là c'est celui qu'a connu Lille il y a quelques années. Il faut donc poursuivre sur cette lancée. A Lille, tous les deux ans, ils font une piqûre de rappel en créant des événements pour que les gens trouvent de quoi se distraire intelligemment. Et cela change la capacité d'attraction d'une métropole à partir de 2016 car du coup les cadres viennent, ils sont plus ouverts à l'emploi, au mélange.

Je n'aime pas trop le mot « cosmopolitisme », je préfère en méditerranée celui de « mosaïque ». Cette mosaïque-là n'existe nulle part ailleurs au monde qu'en méditerranée... Le MuCEM peut devenir le nouvel Alexandrie d'autrefois mais il faut relever le défi tous les jours.

La dynamique économique et d'emploi qui va avec l'action culturelle se joue dans la durée...

Philippe de Fontaine Vive : Ce sont effectivement des business qui doivent être durables et non pas de la subvention permanente pour faire des animations sympathiques. Quelle est l'industrie la plus créatrice aujourd'hui ? Les jeux vidéo, la BD. Il faut en créer plus, pas seulement à la Belle de Mai mais dans tout Marseille, et ce que Soprano a réussi dans son genre doit se multiplier avec à chaque fois ces idées de créativité, convivialité, mosaïque. C'est cela qui est attractif. Je suis étonné par le fait qu'on n'a pas encore été capable de susciter des investissements des gens du Golfe à Marseille ; ils viennent à Paris mais pas à Marseille. A nous de leur donner envie. Ces investissements c'est autant d'emplois durables.

⁷ En ligne sur le site du Forum d'Action Modernités : www.forum-modernites.org

⁸ Il s'agit de Jacques Pfister

Philippe Lemoine : *Au sein d'un bilan très positif et très porteur de cette année capitale européenne culturelle, une question subsiste : les quartiers nord ont-ils été impliqués ? Se sont-ils sentis concernés ?*

Yamina Benchenni : On a lu les affiches mais c'est un rendez-vous raté. Marseille capitale de la culture, le nord ne fait pas partie de la culture malheureusement. Et c'est délibéré, tout est organisé pour tenir les quartiers nord à la marge.

Sur les questions économique, éducation, santé, on sait que ce sont des domaines importants et très sensibles mais on pensait que la culture restait quelque chose de très libre où tout le monde peut accéder. Or la programmation 2013 n'a pas convié le nord, c'est-à-dire les associations culturelles qui vivent de ça et créent eux-mêmes des choses intéressantes dans différentes disciplines (peinture, chant, danse, etc.). C'est extraordinairement riche, et c'est nulle part dans le programme, nulle part dans Marseille.

Philippe Lemoine : *Dans l'effort de prolongation qui doit se faire dans la durée, il y a un relais éducation populaire qui doit exister et rôle des associations ?*

Yamina Benchenni : C'est une question aussi de réseau et d'écoute. La culture reste en définitive quelque chose d'assez fermée pour les organisateurs, pour le portage technique. La culture dans les quartiers nord est vouée dans le cadre de la politique de la ville, c'est-à-dire qu'elle vit chaque année de petits financements, elle doit prouver en plus qu'il y a des effets directs d'éducation populaire... ce qui n'est pas évident. On peut se faire plaisir juste parce que c'est beau. Culture et éducation populaire ? Nous sur le nord, on doit être performants : culture veut dire prévention derrière, éducation populaire derrière... il faut être performant dans tous les domaines. C'est terrible ! Nous aussi on a le droit de regarder un tableau, de rêver sans qu'il y ait un effet direct sur la prévention ou la question des violences, l'urbanisme, etc. Juste regarder un tableau parce que « c'est beau pour moi », comme dirait Bourdieu.

La politique de la ville c'est un financement spécifique sur le volet culturel et on dit aux collègues si tu fais ça, ça doit porter là, ça doit être thérapeutique. Ce n'est pas possible ! Si la culture est inscrite dans le programme 'capitale culturelle', et bien nous voulons être dans la capitale, on veut être dans la culture, sans chercher les effets boomerang d'une utilité sociale.

Philippe de Fontaine Vive : En vue des échéances municipales, la question des nouveaux rythmes scolaires, peut donner lieu à des propositions concrètes de la part des candidats sur comment ils impliquent ces associations dans la vie des enfants et de leurs parents. Cela peut faire partie du suivi de Marseille capitale européenne.

Fatima Orsatelli : On peut se glorifier des effets sur l'image de Marseille mais d'avoir oublié les quartiers populaires volontairement ?! Car ce schéma proposé a été négocié il y a quelques années. Quand je suis arrivée sur la délégation, je me suis battue pour que la question culturelle existe dans la délégation politique de la ville. C'était une question bannie. La politique de la ville tenait uniquement à la prévention, la sécurité et éventuellement un peu de social. Si on ne veut pas que cette flamme qui illumine Marseille, capitale de la culture, ne s'éteigne pas, il faut pouvoir justement être dans des propositions de suite qui donneront du sens à cette question du vivre ensemble. A Marseille, on a tout, mais il faut un

portage politique suffisamment fort, porté par la société civile qui est dans l'exigence. Les quartiers ont aussi besoin de culture.

Philippe Lemoine : *Peut-on dire que la création d'équipements culturels tels que le MuCEM en même temps qu'ils irradient quelque chose creusent l'écart entre le centre ville et les quartiers nord ?*

Fatima Orsatelli : Complètement. En tant qu'acteur social et économique, lorsque j'ai visité ce lieu et que j'ai posé la question de son coût, je me suis demandé ce qu'on aurait pu faire d'autre avec un tel budget. J'ai posé la question qui ne fallait pas. Souvent les projets à Marseille se font sous l'impulsion politique d'existence, et le contenant vient après.

Yamina Benchenni rebondit sur les propos de Fatima Orsatelli et donne l'exemple d'une piscine désaffectée à Frais Vallon – cité populaire des quartiers nord – qui a servi à l'exposition de prothèses PIP.

Nous sommes pour les expériences créatives dans l'art, pourquoi pas ? Mais commencer à les faire chez nous ?! Ce n'est pas possible de rester dans ce système de laboratoire ou de tentatives... il faut arrêter de délirer sur des projets. On parle d'éducation populaire de la culture, il n'y a pas de bonne ou mauvaise culture. Le rap c'est bien mais on peut aussi apporter d'autres cultures accessibles comme le piano, violon, etc.

Michel Peraldi : Lille est un bon exemple de réussite d'embranchement d'une économie sur la culture sauf que Lille est à une heure de Paris, une demi-heure de Bruxelles, et une heure de Londres.

Julien Blaine/Christian Poitevin, le dit bien dans l'interview, il y a eu fin des années 80, début 90 une effervescence culturelle qui était sympa – j'étais à ce moment-là secrétaire de la friche (Belle de Mai). La Friche, les abattoirs étaient des lieux ouverts, ouverts à l'éducation populaire, des lieux d'expérience et d'expérimentation. Le problème c'est que la culture c'est un cheval de Troie : derrière la culture arrive la gentrification. Et aujourd'hui Marseille a basculé : on est passé de la phase culturelle expérimentale à cette phase où la culture permet cette gentrification. Un exemple : j'ai travaillé dans un quartier nommé Belzunce qui a été à une époque un poumon économique de la ville et aussi pour les quartiers nord. Pourquoi a-t-on dû raser, vitrifier Belzunce pour faire EuroMed ? Il n'y a pas d'inéluctable. Une ville comme Istanbul vit à la fois des nouvelles technologies et du « commerce à la valise ». Pourquoi Naples a redémarré ? Parce qu'ils ont fait venir les acconiers chinois qui ont fait débarquer les containers de marchandises, et aujourd'hui il y a des marchés chinois partout dans Naples qui ont relancé l'activité de cette ville. Pourquoi à Marseille on pense l'incompatibilité entre une économie de la rue – qui fait vivre et qui est à l'échelle internationale – et l'économie high tech qui fleurit. Il y a un vrai problème qui n'est pas économique, qui est un problème social, de représentations et de discriminations.

Philippe de Fontaine Vive : Je ne pense pas qu'il y ait incompatibilité. Je pensais en écoutant Michel au modèle de Miami : grattes- ciel, Amérique latine, économie vibrionnante. Je suis convaincu qu'il y a la place pour au moins ces deux dimensions-là à Marseille. Autre idée fautive : cette ville, contrairement à ce qu'on pense, n'est pas dense. Donc arrêtons de répandre l'idée qu'il ne faut pas construire et laisser en l'état. On a pris beaucoup de retard, il est temps d'accélérer pour qu'il y ait les deux types d'économies qui se développent.

Philippe Lemoine : *Le mot « racisme » n'a pas été prononcé, est-ce plus juste de parler de ségrégation ?*

Michel Peraldi : C'est effectivement plus de l'ordre de la ségrégation que du racisme. Il existe au sein des classes moyennes, une sorte de présupposé sur le fait que les pauvres, les quartiers nord, les arabes sont des improductifs qui n'ont aucune capacité de valeur ajoutée et ne pèsent qu'en terme de coût. Ce qui est faux. Une partie de l'avenir de Marseille dans les années 80 s'est joué sur l'Algérie, le Maroc, la Tunisie. C'est ce qu'a très bien compris encore une fois Istanbul. Les Algériens, les Marocains et les Tunisiens qui y sont ne sont pas prêts de revenir à Marseille. Il faudra aller les chercher avec des kalachnikov !! Les pauvres, l'économie de la rue, les arabes, et ces mondes internationaux autour, sont une valeur ajoutée de la ville, et c'est à partir de là qu'il faut penser son développement.

Conclusion

Le mot de conclusion des intervenants

Philippe de Fontaine Vive : Merci ! On ne se connaissait pas et je trouve que nos analyses sont très complémentaires.

Je préférerais qu'on n'attende pas le mistral mais le souffle de la société civile pour créativité, exemplarité... c'est cela qui fera changer les choses.

Yamina Benchenni : Pour changer le système, il ne suffit pas de dégager les personnes. Le système est constitué de mécanismes incrustés depuis des années, donc cela appelle à la métamorphose complète, sans négociation.

Le droit commun doit revenir et ne pas rester toujours dans des dispositifs spécifiques pour des publics spécifiques sur des territoires spécifiques.

Fatima Orsatelli : Merci Philippe, merci Sakina pour ce débat. Lorsque nous avons échangé il y a quelques mois en perspective du débat, je ne pensais pas qu'on serait dans la conjoncture dans laquelle on est aujourd'hui : avec des échéances, des passerelles. La tentation est là. Veillons à ne pas être tenté, tenté par l'abstention mais soyons dans l'exigence, soyons dans la dignité. Aujourd'hui, Marseille a besoin de retrouver de la dignité en politique, tout simplement.

Michel Peraldi : J'ai deux mots de conclusion : Yamina, Fatima, l'avenir de Marseille est là. Et moi je suis plutôt rassuré !

Le mot de conclusion de Philippe Lemoine

Remerciements à l'ensemble des intervenants présents sur scène ainsi qu'à Tatou et Blu qui ont chanté « Mistral » ; à Marylise Lebranchu et Christian Poitevin qui ont accepté de répondre à une interview ; à toute l'équipe du Forum d'Action Modernités qui a contribué à monter ce débat ; à toutes les personnes (experts, associations, services publics) qui ont aidé à la préparation de ce débat ; à nos partenaires (Massilia Mundi, Kedge Business School, Lift France, Villa Méditerranée) ; à la Fing et ses équipes qui nous ont permis de réaliser ce débat à la Villa Méditerranée ; à Pierre Orsatelli, Jacques Soncin et Sakina M'sa qui nous ont accompagnés dans la réflexion.

Sur les suites qui seront données à ce débat

Il existe de multiples initiatives positives dans beaucoup de domaines mais globalement – ce n'est pas un problème spécifique à Marseille – quand on veut regarder l'horizon, regarder l'avenir, on ne le fait qu'à partir d'enjeux négatifs, on ne sait pas trouver les mots et les façons de raisonner pour s'organiser autour de choses positives. Partant de ce constat, nous avons comme but au Forum d'Action Modernités de combler cet écart en montant des ZIP, des Zones d'Initiatives Positives, où on essaye d'articuler réflexion, débats et des expérimentations à partir d'alliances entre acteurs hétérogènes.

J'ai très envie d'ouvrir une ZIP à Marseille dont le point de départ serait ce débat qui se continuerait par des chantiers sur lesquels les uns et les autres pourraient travailler. Il y a un

besoin de décroisement très important. En même temps il y a des problèmes immenses, un potentiel immense, mais on ne peut pas charger certains de s'occuper de ça tout seul. Il faut donc qu'il y ait des coalitions qui se constituent pour définir des programmes. D'ici six, sept mois après les élections municipales, on pourrait se retrouver pour un nouveau débat plus approfondi.

Je crois que le thème sur lequel cette coalition devrait travailler est celui de faire déboucher les investissements culturels sur une dynamique économique. Comment faire pour ne pas dire « la culture dans les friches à la place d'une économie déclinante » mais d'une culture dans laquelle on a investi pour préparer des emplois, des activités nouvelles. Il faudrait être plusieurs à travailler de cette manière-là pour essayer d'ancrer pas seulement au niveau de l'Etat et des collectivités publiques mais auprès des entreprises et des quartiers une capacité de renouveau qui ne soit pas seulement un renouveau culturel mais économique.

Rendez-vous sur le site du forum <forum-modernites.org> pour retrouver vidéos et podcast du débat et être informé des suites qui seront données à cette initiative.

Merci au public d'être venu puisque c'était une des premières fois que l'on faisait un débat hors de Paris.